

DOCUMENTS

MODULE 9: LES ENJEUX D'UN MONDE DURABLE

CHAPITRE 5: LE CHANGEMENT CLIMATIQUE



• CLIMAT

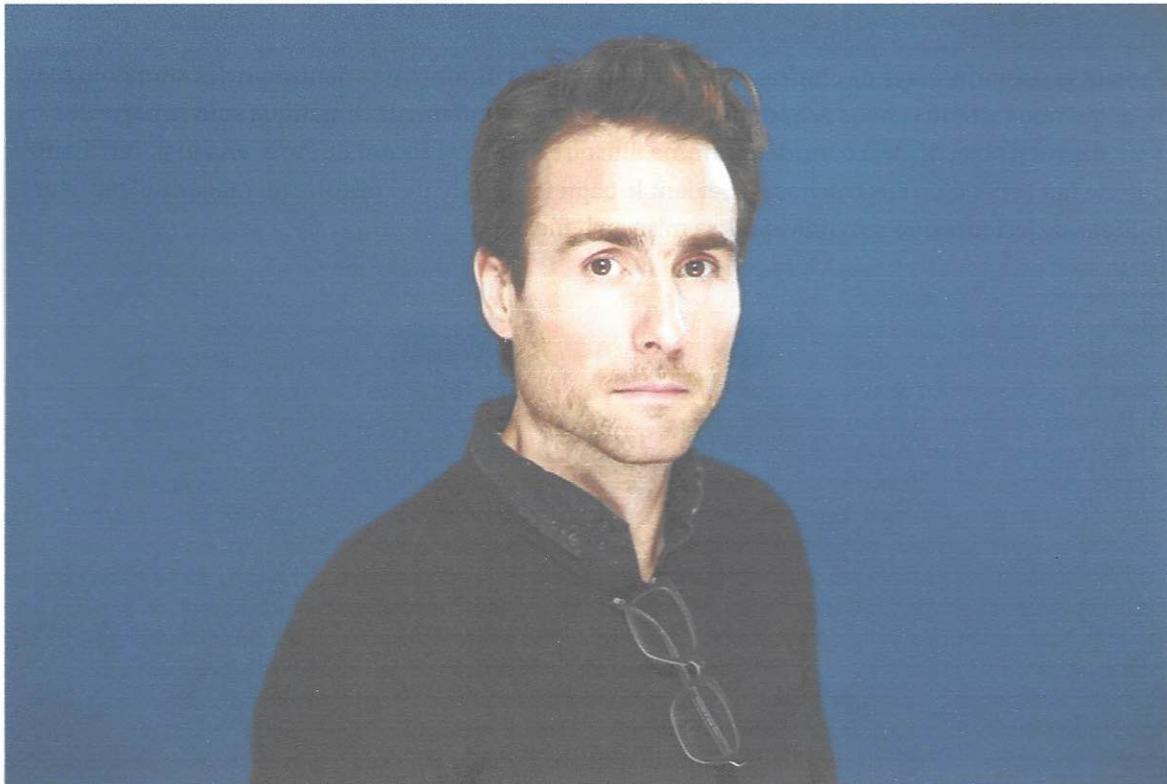
Climat : le scénario apocalyptique de David Wallace-Wells

Rédacteur en chef du bimensuel culturel « New York Magazine », David Wallace-Wells s'est transformé en héraut de l'urgence climatique en un article retentissant et désormais un livre, « La Terre inhabitable ».

Par Clémentine Goldszal

Publié le 06 novembre 2019 à 09h33, modifié le 07 novembre 2019 à 12h14 • Lecture 3 min.

Article réservé aux abonnés



En 2017, l'Américain David Wallace-Wells a publié l'article le plus lu de l'histoire du « New York Magazine ». Il était consacré au réchauffement climatique. LINDA NYLIND/EYEVINE/BUREAU233

A première vue, David Wallace-Wells n'a rien d'effrayant. La trentaine, mâchoire carrée, costume noir ajusté sur chemise blanche, subtil accent new-yorkais... Attablé dans le restaurant du Lutetia, à Paris, un matin d'octobre, il pourrait passer pour un trader en goguette. Son épouse et son bébé sont restés à l'étage, et il déroule patiemment un CV de pur produit de la classe moyenne intellectuelle de la Côte est : enfance à Riverdale, dans le Bronx, parents intellectuels engagés (sa mère, institutrice en maternelle, a contribué à la création d'une école d'éducation nouvelle à East Harlem, où lui-même

était élève ; son père, universitaire, travaille pour l'équivalent américain de la DDASS).

Diplômé de l'Université de Chicago et de la Brown University, il est, dit-il, venu au journalisme par la littérature, a écrit quelques années sur la culture, avant de devenir rédacteur en chef adjoint du *New York Magazine*. « *Je ne me suis jamais vu comme un penseur particulièrement impliqué, poursuit-il. Je n'étais pas du tout le genre de personne, ou de journaliste, que l'on pourrait soupçonner de militantisme.* »

L'article le plus lu de l'histoire du magazine

Et puis patatras. En juillet 2017, il signe un article qui entre dans l'histoire de l'éminent magazine new-yorkais. En « une », un titre marquant (« Catalogue de la Terre condamnée »), et un sous-titre alarmant (« Quand la planète sera-t-elle devenue trop chaude pour les humains ? Peut-être au cours de la vie de nos enfants »). A l'intérieur, l'enquête d'une vingtaine de pages, titrée « La Terre inhabitable », s'ouvre sur ces mots : « *La situation est, je vous le promets, bien pire que vous le pensez.* »

« Nous sommes entrés dans la décennie la plus cruciale de l'histoire de l'humanité. Notre espèce entière traverse un dilemme existentiel, et quelle qu'en soit l'issue, le sens de nos existences sera révélé. » David Wallace-Wells

S'ensuit le scénario, étayé de chiffres et de témoignages de dizaines de scientifiques et climatologues, de ce qui nous attend si nous échouons à maintenir le réchauffement climatique sous la barre des deux degrés (l'objectif, déjà considéré comme illusoire, fixé par l'accord de Paris, en 2015). Terrifiant, l'article fait l'effet d'un électrochoc : il devient le papier le plus lu de l'histoire du magazine (plusieurs millions de lecteurs une semaine après sa mise en ligne).

Enrichi, l'article est depuis devenu un livre. Dans *La Terre inhabitable* (Robert Laffont), David Wallace-Wells dresse, preuves à l'appui, le scénario d'un cataclysme en douze chapitres sinistres (« Morts de chaud », « Un air irrespirable », « L'effondrement de l'économie »...), avant d'explorer les questions politiques, géopolitiques, éthiques et même artistiques, auxquelles le réchauffement nous confronte

déjà. « *Le changement climatique est une crise humanitaire et morale, dit-il, mais c'est aussi une histoire fascinante. Nous sommes entrés dans la décennie la plus cruciale de l'histoire de l'humanité. Notre espèce entière traverse un dilemme existentiel, et quelle qu'en soit l'issue, le sens de nos existences sera révélé.* »

Investi d'une mission vitale

L'ambition de David Wallace-Wells est totalisante, métaphysique, philosophique : raconter une histoire sans méchants ni gentils, sans héros ni victimes désignés. « *Même si vous avez une voiture électrique et que vous ne mangez pas de viande, note-t-il, en étant le citoyen privilégié d'un pays du Nord, vous bénéficiez de l'économie fossile. Nous faisons tous partie d'un grand récit, qui ne se limite pas à la conspiration de cinq compagnies pétrolières, mais est la saga de notre addiction aux comforts bon marché du consumérisme.* »

Lire aussi | [Il y a trente ans, le monde a failli trouver un accord sur le climat](#)

Une fois lancé, David Wallace-Wells est inarrêtable, investi d'une mission urgente et vitale depuis qu'il a réalisé, un peu par hasard, en 2016, le fossé entre le récit qui nous était fait du changement climatique et la réalité des rapports scientifiques de plus en plus alarmants. « *Depuis des décennies, les articles sont tellement prudents qu'ils ignorent la dimension épique de ce qui nous attend, poursuit-il. La moitié des émissions jamais produites l'ont été au cours des trente dernières années, c'est-à-dire de mon vivant. Ma vie contient cette histoire, qui nous a menés d'une situation stable à une catastrophe imminente, et les scientifiques disent que nous avons environ trente ans pour éviter le pire. Nous sommes au cœur d'un drame d'une ampleur incommensurable, digne de la mythologie.* »

Lire aussi | [Le succès inattendu des théories de l'effondrement](#)

Pour David Wallace-Wells, il y va de sa crédibilité journalistique de ne pas enjoliver le constat. Il croit que la peur peut être, comme elle l'a été pour lui, un détonateur efficace pour prendre conscience de la gravité de la situation. Son lecteur type ? « *Tous ceux qui, comme moi il y a encore deux ans, voient le climat comme un problème parmi d'autres, et pas comme LE problème.* » Ça en fait, du monde : dès sa parution, son livre s'est classé tout en haut des listes de meilleures ventes aux Etats-Unis. Une raison d'espérer ?

Clémentine Goldszal

Services Le Monde

Découvrir

Phosphore x Le Monde : le
nouvel hebdo numérique
des 14-19 ans

Calculez votre empreinte
carbone et eau avec
l'Ademe

PLANÈTE • CLIMAT

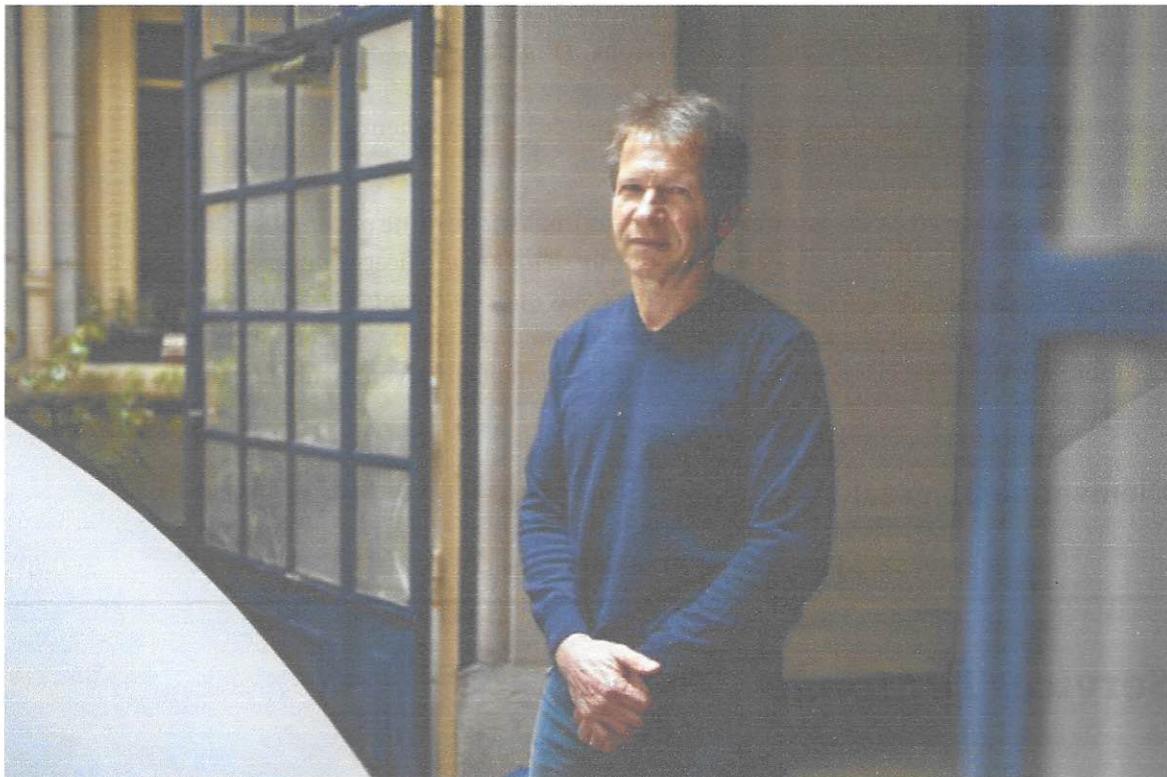
Jean-Marc Jancovici : « Il n'y a pas d'échappatoire au problème climatique »

Cet ingénieur et consultant, président du groupe de réflexion The Shift Project, propose un plan pour réduire drastiquement les émissions de CO2 dans tous les secteurs économiques.

Propos recueillis par Perrine Mouterde et Nabil Wakim

Publié le 19 février 2022 à 02h31, modifié le 21 février 2022 à 10h39 • Lecture 6 min.

Article réservé aux abonnés



Jean-Marc Jancovici, à Paris, le 14 février 2022. AXELLE DE RUSSE POUR « LE MONDE »

Jean-Marc Jancovici, ingénieur et consultant, préside le groupe de réflexion The Shift Project, qui publie *Climat, crises. Le plan de transformation de l'économie française* (Odile Jacob, 256 pages, 11,90 euros), fruit d'un travail de deux ans pour dessiner les contours d'une France décarbonée. L'objectif affiché est de réduire de 5 % par an les émissions de gaz à effet de serre, au moyen d'une quasi-disparition des énergies fossiles et d'une forte sobriété dans les usages.

Pourquoi pensez-vous qu'il faille un plan pour transformer

l'économie ?

Ce qui organise le monde aujourd'hui, ce sont des infrastructures et des capacités de production qui sont l'aboutissement de plusieurs siècles d'accumulation et qui ont des durées de vie très longues. Pour changer un réseau de transport ou d'électricité, il faut environ un siècle. Pour modifier l'urbanisme à large échelle, il faut plusieurs siècles. Le paysage agricole, il faut au minimum deux générations.

LA SUITE APRÈS CETTE PUBLICITÉ

Donc si on veut changer ce système, si on veut garder la plus grande part possible de ce que les combustibles fossiles nous ont offert tout en supprimant ces sources d'énergie, on a besoin de voir loin et de faire les choses avec méthode. Sinon, soit on déstabilise tout le système, soit on ne fait rien parce qu'on craint de déstabiliser tout le système. Et faire les choses avec méthode, ça s'appelle planifier.

Mais qui doit bâtir ce plan ?

La seule manière d'avoir un plan qui survive aux alternances politiques, c'est qu'il y ait un consensus très fort des électeurs et de la société civile, qui transcende le responsable du moment. Aujourd'hui, par exemple, pas un seul candidat à l'élection présidentielle ne propose de supprimer la sécurité sociale, parce que les Français y sont viscéralement attachés. Il faut en arriver au même niveau de consensus pour la décarbonation, ce qui implique que ce plan soit forgé avec les acteurs qui devront le mettre en œuvre.

L'idée d'atteindre la neutralité carbone ne fait-elle pas déjà consensus ? La France, l'Union européenne et la plupart des Etats s'y sont engagés...

Il y a un consensus parce que beaucoup de gens n'ont pas vraiment compris l'ampleur du problème climatique, son côté systémique et le fait qu'il n'y a pas d'échappatoire. Ils sous-estiment cruellement « le sang et les larmes » qu'il faudra pour parvenir à la neutralité carbone. De nombreux acteurs, y compris dans le milieu économique, considèrent que c'est un objectif qui peut être atteint en conservant un monde essentiellement inchangé.

Lire aussi |

[« La transition énergétique n'a réellement démarré qu'en Europe »](#)

Au contraire, quand les gens réalisent à quel point cela demande de tout modifier, certains commencent à se dire que, finalement, le réchauffement climatique de 2 °C, ce n'est peut-être pas si grave... Donc il y a un consensus d'affichage, mais pas sur l'action que cela implique ni sur son ampleur.

Vous utilisez beaucoup la notion de « sobriété » dans le plan. Cela veut-il dire décroissance ?

Comment avons-nous travaillé autour de cette idée ? Nous avons utilisé la même méthode pour tous

les secteurs que nous avons étudiés. Nous sommes partis des flux physiques et nous avons regardé à quelle vitesse maximale nous pouvions déployer tout ce qui est du ressort de l'amélioration technique afin de décarboner. Sans faire de pari sur des technologies de rupture qui n'existeraient pas encore à l'état de prototype : nous ne misons que sur des techniques déjà déployées ou déployables dans les trente ans à venir.

Lire aussi | [Neutralité carbone : tous les scénarios passent par une même exigence, la sobriété](#)

Une fois qu'on a fait cela, qu'on a poussé au maximum les améliorations technologiques, on se rend compte qu'en général, ça ne suffit pas pour atteindre la neutralité carbone dans la deuxième moitié du siècle. Il faut donc avoir recours à la sobriété. Par exemple, si on arrive à décarboner la production de 1 tonne de ciment de 70 % alors qu'il faudrait la décarboner de 80 %, les 10 % qui restent, on fait ça par la sobriété. Ce qui veut dire qu'il faudra produire moins de ciment.

Lire aussi | [La sobriété, cette « évidence » devenue un angle mort de la société de consommation](#)

Est-ce que cela implique un changement de modèle économique ?

Il faut probablement concilier sobriété et capitalisme. Pour moi, le capitalisme, c'est accepter la propriété privée des moyens de production et la propriété privée du patrimoine. Cela étant, la bonne question, c'est : « Où met-on le curseur entre ce qui relève de la collectivité et qui contraint, et ce qui relève du privé et où l'on fait ce qu'on veut ? »

La planification a un avantage, c'est qu'elle sécurise, et un inconvénient, c'est qu'elle contraint. Aujourd'hui, on a plus de liberté à court terme mais aussi plus d'incertitudes pour l'avenir. Collectivement, nous avons intérêt à évoluer vers un système dans lequel on a un peu plus d'efforts à faire à court terme et beaucoup plus de sécurité à moyen terme.

Newsletter

« Chaleur humaine »

Comment faire face au défi climatique ? Chaque semaine, nos meilleurs articles sur le sujet

S'inscrire

Par exemple, la France a mis en œuvre un plan pour lutter contre le tabagisme ; nous nous sommes imposés des restrictions sur la consommation de tabac avec l'assentiment de la majorité de la population, dont une large partie des fumeurs. Ou pour prendre un autre exemple, je ne pense pas qu'une majorité de Français considèrent illégitime d'avoir des limitations de vitesse sur la route.

Lire aussi | [A quoi ressemblerait une France sans pétrole, sans charbon, ni gaz](#)

Vous abordez le sujet du modèle agricole, en prévoyant la nécessaire création de centaines de milliers d'emplois alors que le secteur peine à recruter...

Le premier niveau de la réflexion, c'est d'admettre que pour faire baisser les émissions de 5 % par an, il faut redonner une place centrale à l'agriculture. Ensuite, il faut s'interroger sur ce qui peut donner envie à des centaines de milliers de personnes de se tourner vers le monde agricole, comment on les paye, etc. Un système agroalimentaire plus respectueux de l'environnement est un système dans lequel il y a plus de transformation et de valeur ajoutée près de l'exploitation. Donc, ça veut dire plus de monde – environ 1 % de la population française doit y aller –, ce qui est par ailleurs cohérent avec le fait qu'il faut faire dégonfler les villes.

Lire aussi | [« Pour accélérer la décarbonation de l'agriculture d'ici à 2050, il faudra modifier notre façon de concevoir l'alimentation »](#)

L'équation pour le consommateur final va aussi changer. Ce qui permet aux prix des aliments d'être bas aujourd'hui, c'est le pétrole, le gaz et le charbon ! Ce qui veut dire que dans un monde moins doté énergétiquement, les prix de l'alimentation vont augmenter : nous consacrerons plus d'argent à l'alimentation, et nous achèterons moins souvent des téléphones ou des ordinateurs.

A l'inverse, vous projetez des centaines de milliers de suppressions d'emplois dans l'automobile...

On a essayé de regarder dans le détail ce que voulait dire cette transformation en termes de déplacements d'emplois. Non pas combien ça coûte, mais combien de personnes sont concernées. La logique est « physique » : dans un monde où il y a deux fois moins de voitures, il faut deux fois moins d'ouvriers dans le secteur, deux fois moins de mécaniciens, etc. A l'inverse, la pratique du vélo va se développer fortement, donc il va falloir créer des emplois dans la fabrication en France, mais aussi dans la distribution et la maintenance de cycles. 

Lire aussi | [« Décarboner les mobilités est un défi immense »](#)

La fonte de la calotte glaciaire du Groenland, bientôt irréversible ?

Site [slate.fr](https://www.slate.fr). [Léa Polverini](#) – 28 octobre 2023- traduit d'un article du journal *The Guardian*

Jusqu'où le réchauffement climatique peut-il aller avant de détruire l'inlandsis du Groenland et d'augmenter dangereusement le niveau de la mer?

La calotte glaciaire du Groenland constitue la deuxième plus grande masse de glace au monde, à côté de celle de l'Antarctique –on les appelle des inlandsis, soit des glaciers monumentaux, qui s'étirent sur plusieurs dizaines de milliers de kilomètres carrés (1,7 million pour le groenlandais).

Avec le réchauffement climatique global, l'inlandsis du Groenland a vu sa surface fondre progressivement: en fait, il est l'un des principaux contributeurs à la montée du niveau de la mer, qui est actuellement de 3,4 millimètres par an, et qui constitue une menace sévère, notamment pour les écosystèmes côtiers, et la submersion des littoraux.

Avec une épaisseur de glace de 3 kilomètres qui, si elle venait à fondre intégralement, pourrait potentiellement élever le niveau de la mer de 7,42 mètres, la calotte glaciaire du Groenland est essentielle à préserver. Mais à partir de quel seuil la fonte de cet inlandsis, l'une des nombreuses victimes du dérèglement climatique, sera-t-elle irréversible?

Limiter les dégâts

Une étude publiée récemment dans la revue scientifique *Nature* montre que ce seuil se situe à une hausse des températures entre 1,7°C et 2,3°C au-dessus des niveaux préindustriels. Or, dans la mesure où nous avons dépassé cette année 1,5°C, et que selon les projections actuelles, notre siècle devrait connaître un réchauffement de plus 3°C, le point de bascule semble de plus en plus proche.

Dans la mesure où ce processus sera progressif, les populations littorales devraient avoir le temps de se déplacer vers l'intérieur des terres.

Les scientifiques notent toutefois qu'il serait possible d'atténuer la perte des glaces si des efforts étaient faits «*pour empêcher un réchauffement extrême d'ici 2100, et réduire la température après une période raisonnable, c'est-à-dire des siècles*»: si la hausse des températures venait à être réduite et stabilisée en dessous des 1,5-2,5°C, cela permettrait de limiter les conséquences les plus néfastes... sans empêcher toutefois le niveau de la mer de monter entre-temps.

Au Bangladesh, le niveau de la mer monte et le sol s'affaisse

Selon une vaste étude internationale, la hausse du niveau de la mer pourrait atteindre 1,40 m d'ici 2100 dans certaines zones du delta du Gange, où vivent 200 millions de personnes. Soit le double des projections du Giec.



Sur les rives de la rivière Padma, au sud de Dacca, le 13 septembre 2018. (MUNIR UZ ZAMAN/AFP)

Journal *Libération*, [Laurence Defranoux](#), publié le 8 janvier 2020.

Au Bangladesh, la montée des eaux est une réalité qui menace les maisons, les champs, les routes, les écoles. Le manque de terres, la baisse de la productivité agricole et la salinisation des terres poussent déjà [des milliers d'habitants des zones côtières vers les bidonvilles de la capitale](#). Pour la première fois, une étude scientifique d'ampleur, menée par des laboratoires de recherche français, bangladais et américains (1), donne des estimations fiables sur la hausse du niveau de la mer dans le delta du Gange, qui couvre les deux tiers du Bangladesh et une partie de l'Etat indien du Bengale de l'Ouest. C'est dans ce delta, le plus grand du monde, où vivent 200 millions de personnes, que le Gange, le Brahmapoutre et la Meghna finissent leur course dans l'océan Indien.

Quelle est la hausse du niveau de la mer constatée depuis les années 70 dans le delta du Gange ?

En quarante-cinq ans, entre 1968 et 2012, le niveau des eaux a augmenté de 3 mm par an en moyenne dans le delta, soit 13,5 centimètres. Cette augmentation est due, d'une part, à la hausse globale du niveau des océans (2 mm par an durant la même période), et d'autre part à l'affaissement du sol, appelée subsidence. Entre 1993 et 2012, le sol s'est affaissé de 1 mm à 7 mm par an suivant les endroits. La subsidence est un phénomène commun à tous les deltas. Elle est due à différents processus naturels comme la tectonique ou le compactage des sédiments, mais aussi à des actions humaines, comme le pompage des nappes phréatiques.

Quelle est la variation annuelle du niveau de l'eau dans le delta ?

Elle est traditionnellement très importante. Elle dépend d'une multitude de facteurs comme l'intensité des pluies de mousson, la variation du débit des fleuves himalayens, et les phénomènes océaniques naturels El Niño et La Niña qui affectent les vents, la température de la mer et les précipitations dans le Pacifique équatorial. Par exemple, lors de certains événements El Niño, le niveau habituel de l'eau dans le delta peut monter de 30 à 60 cm suivant les endroits. Si, par coïncidence, les fleuves sont alors gonflés par des pluies intenses ou par la fonte des glaces dans l'Himalaya, les inondations seront très importantes. Et le risque sera encore aggravé en cas de vents puissants, de fortes vagues et de grandes marées.

Quelles sont les projections sur l'avenir ?

Comme l'expliquent les chercheurs, de nombreuses projections avaient été faites précédemment, mais elles étaient basées sur des données très locales et hétérogènes et ne prenaient pas en compte l'affaissement du sol. Cette étude, menée durant trois ans à partir des relevés de 101 stations de mesure du niveau des cours d'eau et de la mer, permet d'avancer que la montée des eaux dans le delta pourrait atteindre en 2100, selon les zones, 85 à 140 centimètres de plus que la hauteur constatée en 2005. Soit le double des dernières projections du Giec. Mélanie Becker, directrice de recherches au CNRS et coautrice de l'étude, explique : *«Aujourd'hui, un Bangladais qui vit sur le littoral peut voir le niveau de l'eau monter de 60 centimètres une année, puis baisser de 30 centimètres deux ans après. En 2100, il pourrait constater les mêmes variations, mais sa référence sera 85 cm plus haut qu'en 2005.»*

Quelle est la part de l'augmentation qui peut être imputée au changement climatique ?

Une partie importante de cette augmentation du niveau des eaux dans le delta du Gange est due à la hausse du niveau des océans consécutive au changement climatique. D'autres facteurs, a priori indépendants du climat, pourraient néanmoins être indirectement affectés. Par exemple, l'augmentation des températures a tendance à générer plus de pompage d'eau pour l'irrigation, ce qui peut aggraver l'affaissement du sol. *«Le changement climatique semble avoir une influence sur les oscillations climatiques d'El Niño et La Niña»*, ajoute Mélanie Becker. Par ailleurs, cette étude ne s'est pas penchée sur la potentielle hausse du débit des fleuves due à la fonte accélérée des glaciers himalayens ou sur les effets des lâchers de barrages indiens effectués en amont. *«Il s'agit de tendance linéaire, car nous ne pouvons pas savoir comment vont évoluer les variations interannuelles, ni si la subsidence va se poursuivre à la même vitesse»*, précise Mélanie Becker. *Il semblerait qu'il y a une augmentation de la montée du niveau dans l'ouest du delta depuis 2005, à cause d'un changement dans la dynamique des vents dans l'océan Indien. Mais il est difficile aujourd'hui d'affirmer que ça va augmenter plus fort et plus vite.»*

Quelle sera l'incidence de cette hausse sur la population ?

L'objet de cette première étude était de proposer des *«données robustes»* sur la hausse du niveau de la mer dans cette partie du monde qui compte plus de 1 000 habitants au kilomètre carré. La plaine alluvionnaire bangladaise recouvre une surface équivalente à un cinquième de la France, et au moins 10% de sa surface est située à moins d'un mètre au-dessus du niveau de la mer. Les conclusions de ce rapport supposent qu'en 2100, certaines régions pourraient être submergées d'eau salée de manière permanente, et d'autres de manière temporaire, par exemple pendant la mousson. *«Pour l'instant, notre étude ne permet pas de dire quelle surface de terres et quel nombre d'habitants seront touchés»*, conclut Mélanie Becker. *Mais elle va permettre à d'autres chercheurs de faire des études d'impact, par exemple sur les conséquences pour la population et pour l'agriculture.»* Et d'appréhender plus précisément le destin d'une des régions du monde le plus densément peuplées.

(1) CNRS, IRD, BRGM, universités de La Rochelle et des Antilles, Université d'ingénierie et de technologie du Bangladesh et Université d'Etat de l'Ohio.

Cinq chiffres sur les déplacements de populations que le changement climatique risque de nous imposer

Site France inter.fr, Par [Olivier Bénis](#), publié le mercredi 15 septembre 2021.

Dans un rapport rendu public ce lundi et intitulé "Groundswell" (lame de fond), la Banque mondiale s'inquiète du sort de plusieurs dizaines de millions de futurs réfugiés climatiques, obligés de quitter leur foyer et de se déplacer à l'intérieur de leurs pays pour échapper aux catastrophes naturelles.

"Un appel opportun à une action urgente" : voilà comment le vice-président pour le développement durable de la Banque mondiale présente ce rapport, le deuxième après une première édition en 2018. À l'époque, il tablait sur le fait que 143 millions de personnes allaient être forcées à quitter leur foyer à cause du réchauffement climatique, dans les six régions de la Banque mondiale (Amérique latine, Afrique du Nord, Afrique subsaharienne, Europe de l'Est/Asie centrale, Asie du Sud et Asie de l'Est/Pacifique) ; il est désormais un peu plus pessimiste encore, estimant que d'ici 2050, ils seront 1,5 fois plus.

En cause, une accélération des phénomènes climatiques : "Nous venons de vivre la décennie la plus chaude jamais enregistrée et nous assistons à des phénomènes météorologiques extrêmes dans le monde", rappelle Juergen Voegele, ce qui continuera de pousser des "gens à quitter des endroits qui ne peuvent plus leur assurer de moyens d'existence et se diriger vers des zones qui offrent des opportunités". Voici cinq chiffres tirés de ce nouveau rapport.

216 millions

C'est le nombre de personnes dont la Banque mondiale pense qu'elles seront obligées de devenir des "migrants climatiques internes" d'ici 2050, autrement dit de quitter leur maison pour trouver un nouveau lieu de vie à l'intérieur de leur pays actuel. Un chiffre basé sur la projection la plus pessimiste, où les émissions de gaz à effet de serre restent élevées et le développement économique inégal. C'est presque 3% de la population des six régions étudiées (l'Europe de l'Ouest et l'Amérique du Nord ne sont pas analysées dans ce rapport). L'Afrique subsaharienne à elle seule compterait 86 millions de futurs réfugiés climatiques. C'est en 2050 qu'on atteindra le pic de cette évolution à venir, avec une accélération constante jusque-là, jusqu'à atteindre ce fameux chiffre de 216 millions de réfugiés climatiques (selon le scénario de référence). Un chiffre qui, loin d'être alarmiste, semble même "prudent" selon les auteurs. Ils ne comprennent en effet que les migrations internes aux pays, et pas les migrations vers d'autres pays, qui pourraient bien être encore plus massives.

9%

Si l'on rapporte ces chiffres à la population totale des régions concernées, on se rend compte que c'est l'Afrique du Nord qui sera la plus touchée : 9% de sa population risque de devoir migrer pour survivre dans les trente prochaines années. C'est au moins deux fois plus que toutes les autres régions concernées. Une différence due, selon le rapport, "dans une mesure importante à la rareté extrême de l'eau de même qu'aux effets de l'élévation du niveau de la mer sur des zones côtières densément peuplées et dans le Delta du Nil ».

13,3 millions

Certains pays sont aussi particulièrement concernés par le phénomène : le Bangladesh, par exemple, représenterait dans ce scénario la moitié des migrants climatiques de l'ensemble de l'Asie du Sud. Au total, le pays compterait en 2050 13,3 millions de déplacés climatiques, sur les 35,7 millions prévus dans le scénario moyen (un peu plus optimiste que le scénario de base).

80%

"Il est important de noter que cette projection n'est pas figée", précise le communiqué accompagnant le rapport. De fait, la Banque mondiale estime que ce chiffre de 216 millions peut être ramené à "seulement" 44 millions d'ici 2050, soit 80% de moins que la projection la plus « pessimiste ». "Si les pays commencent dès maintenant à réduire les gaz à effet de serre, à combler les écarts de développement, à restaurer les écosystèmes vitaux et à aider les gens à s'adapter, les migrations climatiques internes pourraient être réduites jusqu'à concurrence de 80% - à 44 millions de personnes d'ici 2050", rappelle le rapport.

10 ans

C'est le temps nécessaire, toujours selon la Banque mondiale, pour engager ces changements afin d'éviter le pire scénario. "Il est crucial d'agir maintenant sur le triple plan du climat, du développement et des migrations afin d'assurer la réalisation des objectifs de développement durable au cours des 10 prochaines années et parvenir à la prospérité partagée d'ici au milieu du siècle présent et au-delà."